



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BPE/JV

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH
de respecter les dispositions des articles R. 512-46-25, R. 512-46-26
et R. 512-46-27 du code de l'environnement
pour son établissement de DUNKERQUE**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R. 512-46-25, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le code de justice administrative et notamment l'article R. 421-1 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 portant nomination du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord, M. Bertrand GAUME ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 modifié autorisant le port autonome de Dunkerque à exploiter une station de transit de déchets industriels métallifères provenant d'installations classées situé au hangar 6.3, quai Freycinet 6, port Est sur le territoire de la commune de DUNKERQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à M. Guillaume AFONSO, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation du 24 septembre 2001 donnant acte de la reprise de l'activité, à compter du 1^{er} septembre 2001, du port autonome de Dunkerque, située au hangar 6.3, quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE et autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 modifié, par la société LEMAIRE FRERES ET FILS ;

Vu le récépissé de déclaration de reprise d'exploitation du 20 juillet 2010 donnant acte de la reprise de l'activité, à compter du 14 mai 2009, de la société LEMAIRE FRERES ET FILS, située au hangar 6.3, quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE et autorisée par l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 modifié, par la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH ;

Vu le rapport du 25 avril 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, transmis à l'exploitant par courriel du 29 avril 2024 conformément

aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu le projet d'arrêté transmis à l'exploitant par courriel du 29 avril 2024 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du projet susvisé ;

Considérant ce qui suit :

1. lors de la visite du 11 avril 2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH n'exerçait plus aucune activité au hangar 6.3, quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE ;
2. la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH n'a pas notifiée la cessation de l'activité de son installation classée située au hangar 6.3, quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE et autorisée par arrêté préfectoral du 24 juillet 2000 modifié, à Monsieur le préfet du Nord, en application de l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement ;
3. la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH n'a pas défini, en application de l'article R. 512-46-26 du code de l'environnement, l'usage futur du terrain qu'elle occupait au quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE ;
4. la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH n'a pas transmis, en application de l'article R. 512-46-27 du code de l'environnement, de mémoire de réhabilitation concernant le terrain qu'elle occupait au quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE ;
5. ces constats constituent des manquements aux dispositions des articles R. 512-46-25, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 du code de l'environnement ;
6. face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BEFESA STEEL SERVICES GMBH de respecter les prescriptions des articles R. 512-46-25, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société BEFESA STEEL SERVICES GMBH, dont le siège social est situé 9 Albert-Hahn-Straße à 47269 DUISBURG en Allemagne, est mise en demeure, **sous un délai de 3 mois**, à compter de la notification du présent arrêté de respecter les dispositions des articles R. 512-46-25, R. 512-46-26 et R. 512-46-27 du code de l'environnement pour son site situé au hangar 6.3, quai Freycinet 6, port Est à DUNKERQUE.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de La Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

En outre et en application de l'article L. 171-11 du code de l'environnement, l'arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative suivant sa notification ou suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence de deux mois gardé par l'administration.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 4 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de DUNKERQUE ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France (DREAL) chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de DUNKERQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-med-2024>) pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Lille, le **13 JUIN 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO